



DIPLOMATIE

La coopération militaire entre Libreville et Paris était au centre de l'entretien qu'a accordé hier le président Ali Bongo Ondimba au chef d'état-major des armées françaises, le général d'armée Thierry Burkhard, en présence de l'ambassadeur de France au Gabon Alexis Lamek.

Page 3

DRAME

C'est un fait divers particulièrement sordide. Un agent d'entretien de 31 ans, appartenant à la MONP de la DRS à Mouila, a abusé en début de semaine d'une fillette de 4 ans, qui en est morte. Le bourreau, déjà auteur d'un viol en octobre dernier, a été arrêté puis présenté à la justice.

Page 6

FÉGAFOOT

La Fédération gabonaise de football (Fégafoot) élit son président ce samedi à Lambaréné, lors d'un scrutin ouvert. Les rebondissements provoqués par les décisions du Conseil des ministres de jeudi, concernant deux candidats, ayant grandement contribué à en rebattre les cartes.

Page 7

AKANDA : UNE QUESTION DE CLARTÉ !

ASSURANT hier "le service après-vente" du Conseil des ministres de la veille, le porte-parole du gouvernement Alain-Claude Bilie By-Nze a expliqué que le choix de faire de la commune d'Akanda – citée à l'urbanisation et à l'activité économique galopantes – le chef-lieu de l'Estuaire était guidé par le souci "de mettre un terme à la confusion entre la capitale politique et administrative de notre pays, et le chef-lieu de la province de l'Estuaire".

Page 2



POUR MOI QUOI...

Il y a un phénomène chez nous qui devient très inquiétant : les paparazzis ou "colporteurs".

C'est la course à l'exclusivité de l'information qui en est l'origine. Une agression physique, un accident de la circulation, ou une scène de violences, tout vécu en live passe sur les réseaux sociaux...

C'est vrai que ces informations manquent de rigueur et de professionnalisme. Néanmoins elles constituent une matière première brute pour

nos journalistes qui ne peuvent pas être partout dans le pays. Ainsi, grâce à leurs smartphones, en temps "T", on sait ce qui vient de se passer à Kabela, Indombo, Agoula, Eboro, ou à Rhina-Nzala. Seulement voilà, là où le bât blesse c'est lorsque ces "colporteurs" oublient que l'assistance à personne en danger fait partie de notre ADN. Tenez par exemple le scandale de cette femme poignardée par son ex-concubin en présence (pourtant) d'une foule nombreuse. Notamment des paparazzis plus préoccupés à filmer la scène de massacre de ladite femme que de lui porter se-

cours. Ce qui, aux yeux de notre législation est blâmable. Curieusement, les scènes de violences, de braquages continuent à alimenter les réseaux sociaux sans que personne ne trouve à redire. Pourquoi? Jusqu'à quand et jusqu'à quelle limite va-t-on croiser les bras? Sauf si on nous dit que la disposition de "non-assistance à personne en danger" a disparu de notre Code pénal? Dites-le donc...

Alors, il revient au législateur d'appliquer la loi et mettre fin à ce dérapage insensé complètement à rebours de nos valeurs traditionnelles quoi

...MAKAYA